



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/1998/NGO/96
27 mars 1998

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-quatrième session
Point 10 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS
FONDAMENTALES, OÙ QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE,
EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DÉPENDANTS

Exposé écrit présenté par le Cairo Institute for Human Rights Studies,
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué
conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[13 mars 1998]

1. Les intellectuels et militants des droits de l'homme arabes, réunis
à l'invitation de l'Arab Regional Working Group on Human Rights (ARWGHR) ^{*}/,
au Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS) (10-12 mars 1998), après
s'être livrés, sur la seule base des principes humanitaires et des principes
des droits de l'homme, à un examen général de la situation en Algérie :

a) Condamnent tous les actes de terrorisme perpétrés au nom de
la religion ou de toute autre cause, en particulier les massacres brutaux
qui ont entraîné la mort de dizaines de milliers de civils non armés et qui
sont constitutifs de crimes contre l'humanité;

^{*}/ L'Arab Regional Working Group on Human Rights (ARWGHR) est
une équipe d'experts et de militants des droits de l'homme qui s'emploie
à promouvoir le mouvement arabe des droits de l'homme et les positions
qu'il défend. Le CIHRS fait actuellement fonction de secrétariat de
l'ARWGHR.

b) Demandent aux autorités algériennes de s'acquitter de la responsabilité qui leur incombe de préserver la sécurité de la population en se conformant pleinement aux normes des droits de l'homme ainsi qu'au Code de conduite pour les responsables de l'application des lois;

c) Dénoncent toutes les formes de violation des droits de l'homme commises dans le contexte du conflit sanglant que connaît l'Algérie, et exigent leur cessation immédiate;

d) Adressent un appel aux autorités algériennes pour qu'elles suppriment tous les obstacles qui entravent les activités de la société civile algérienne, pour qu'elles permettent aux particuliers et aux groupes d'exercer leurs droits fondamentaux, notamment leurs droits à la liberté d'expression et d'opinion et à la liberté d'association et le droit de chercher et de répandre des informations, et pour qu'elles garantissent la liberté des médias;

e) Demandent instamment que les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales soient autorisées à remplir leurs fonctions conformément au droit international humanitaire et aux accords et conventions internationaux relatifs aux droits de l'homme signés ou ratifiés par l'Algérie.

2. L'ARWGHR a décidé de constituer :

a) Une équipe indépendante non gouvernementale d'experts et de militants des droits de l'homme, chargée d'enquêter sur les massacres atroces et autres formes de violation des droits de l'homme en Algérie, qui s'efforcera de recueillir des témoignages auprès de toutes les sources possibles;

b) Une banque de données sur la situation en Algérie.

3. L'ARWGHR invite toutes les parties, algériennes, arabes et internationales, à coopérer avec l'équipe. L'ARWGHR invite également le Gouvernement algérien à coopérer avec elle et à lui faciliter la tâche en Algérie.

4. L'ARWGHR invite tous les intellectuels, les personnalités publiques et les militants des droits de l'homme arabes à souscrire à la présente déclaration.
